



Il est essentiel d'éduquer les adultes pour faire reculer la pauvreté

Je conviens avec Shantayanan Devarajan et Ritva Reinikka (septembre 2003) que de bons systèmes de prestation des services peuvent aider les pays à toucher les pauvres et à progresser vers les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM). C'est particulièrement vrai pour nombre de pays d'Afrique subsaharienne, où, même si les ressources économiques globales augmentent, l'effet sur les pauvres ne sera pas visible sans une réforme de la prestation des services.

Mais, de mon point de vue en tant que praticien au niveau de base en Afrique rurale, les auteurs négligent un facteur essentiel : l'éducation des adultes et le renforcement des capacités des communautés locales. Les taux d'analphabétisme chez les adultes restent élevés dans les zones rurales où vivent la plupart des pauvres d'Afrique, d'où un manque d'information sur des questions fondamentales telles que la santé, le VIH/sida et l'environnement. Une instruction insuffisante et un revenu faible figurent parmi les principaux obstacles que la génération actuelle doit surmonter pour atteindre les ODM qui ciblent les générations futures.

L'éducation des adultes ou des communautés, les campagnes d'alphabétisation de masse, etc., ne sont plus à la mode dans le langage du développement d'aujourd'hui, qui est davantage orienté sur le marché. Mais, si le premier ODM sur le revenu est atteint et que le déficit de connaissances de base des pauvres est comblé, on peut s'attendre à ce que les pauvres communiquent mieux avec les prestataires de services et les décideurs et contribuent à la réalisation des autres ODM relatifs aux enfants, à l'éducation des jeunes, à la santé, à l'environnement et au partenariat mondial pour le développement.

Sadiki Byombuka

Enseignant, Collège pour le développement rural Bukavu, République démocratique du Congo

Encore et toujours les institutions

Je suis d'accord avec Allan Meltzer (juin 2003) lorsqu'il dit que de bonnes institutions sont le principal facteur du succès économique de Hong Kong. Même si aujourd'hui Hong Kong se porte moins bien sur le plan économique et si la Chine continentale est en pleine expansion, Hong Kong conserve l'avantage au niveau des institutions (un élément qui, malheureusement, semble ignoré par les dirigeants du pays). Les institutions, encore et toujours les institutions, constituent le facteur crucial du développement d'une économie.

Pourquoi de mauvaises institutions restent-elles en place longtemps après que leurs conséquences désastreuses sont manifestes? C'est la question abordée par Daron Acemoglu dans «Causes profondes de la pauvreté». La mauvaise gestion d'une économie sur une longue période donne naissance à de puissants groupes d'intérêts qui s'opposent à toute réforme les menaçant. La seule solution — bien qu'elle soit parfois répréhensible d'un point de vue moral — est de conclure un accord avec ces groupes d'intérêts pour que l'économie dans son ensemble puisse aller de l'avant.

Ce n'est nulle part plus vrai qu'aux Philippines, un pays colonisé pendant 400 ans par l'Espagne, puis pendant 50 ans par les États-Unis. Ce passé colonial a donné naissance à un groupe de puissants propriétaires terriens qui sont bien établis dans les milieux politiques parce qu'ils souhaitent se pro-

téger contre tout changement qui leur serait défavorable. C'est pourquoi aucun gouvernement n'a pu jusqu'à présent corriger le déséquilibre des ressources. En théorie, les groupes d'intérêts souffrent aussi de ce déséquilibre parce que le pays dans son ensemble ne peut se développer si le gouvernement est incompetent. Mais, dans la pratique, la crainte de perdre ce qu'ils ont domine le mode de pensée de ceux qui sont au pouvoir. Reconnaître le problème, c'est la première étape vers la solution. C'est pourquoi la présence de ces articles dans une publication du FMI me donne de l'espoir pour la communauté du développement.

WONG Chiu Ying
Manille

Des pieds d'argile

Si j'ai lu avec plaisir vos articles sur la capacité du FMI de prévoir les crises financières (décembre 2002), c'est avec angoisse que j'ai considéré les solutions proposées pour s'attaquer à la détérioration de la balance des paiements, à l'inquiétant déficit extérieur courant et à la montée du chômage aux États-Unis. Le colosse qui domine aujourd'hui l'économie mondiale a des pieds d'argile. Dans le meilleur des cas, la récente crise budgétaire de l'État-providence américain laisse supposer que cet empire repose sur peu de moyens; dans le pire des cas, il s'agit d'un recul du processus de construction d'une nation aussi rapide que ne l'avaient été les progrès initiaux. Je vous encourage à examiner cette crise imminente en raison de ses implications pour le système international.

Robert Quirk MacBeth
Colonia Juárez, Mexique

Note : pour plus d'informations sur l'économie américaine, voir pages 36 et 55.

Les droits des travailleurs et le consensus de Washington

Dans son examen du consensus de Washington, John Williamson (septembre 2003) a ajouté la redistribution des revenus à sa liste de mesures. Cependant, il ne suffit peut-être pas de «donner du pouvoir aux pauvres en leur donnant accès à des actifs qui leur permettront de sortir de leur condition». La reconnaissance des droits des travailleurs est un autre aspect important. Selon l'Organisation internationale du travail, les droits des travailleurs de s'organiser et de négocier collectivement constituent un droit de l'homme fondamental, quel que soit le niveau global de développement du pays concerné. Néanmoins, de grandes démocraties telles que les États-Unis et l'Inde ne le reconnaissent pas. C'est l'une des raisons pour lesquelles la disparité des revenus est très prononcée dans ces deux pays par rapport à des pays qui reconnaissent les droits des travailleurs, comme la Norvège et l'Italie.

Par ailleurs, il ressort d'un bilan mondial de la corruption que la privatisation des entreprises publiques ne devrait plus faire partie du consensus de Washington. La déréglementation s'est avérée suffisante pour encourager la concurrence et provoquer la transformation souhaitable du secteur public.

K.V.A. Iyer
Vice-Président, Fédération indienne des travailleurs des transports maritimes